

21. Mai 1993

9.9

Office fédéral des affaires économiques extérieures

NL 821 - blf/klm/wur

Berne, le 21 mai 1993

2310.1

Monsieur le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz

Copie à: Secrétariat du Président de la Confédération
 Secrétariat du Chef du DFAE
 Secrétaire d'Etat, DFAE
 Division politique I, DFAE
 Service économique et financier
 Direction des organisations internationales
 Direction du droit international public
 Groupement de la science et la recherche
 Office fédéral de l'agriculture
 Office fédéral des transports
 Office fédéral de l'aviation civile
 BNS Zurich (2) et Berne
 Ambassade de Suisse à Athènes, Bonn, Bruxelles, Copenhague, Dublin, La Haye, Lisbonne, Londres, Luxembourg, Madrid, Paris, Rome, Helsinki, Oslo, Stockholm, Vienne; Moscou, Tokyo, Washington
 Mission suisse à Bruxelles et Vienne
 Délégations suisses à Genève et Paris
 Représentation suisse à Strasbourg
 OFAEE: blf, jek, ari, gir, imb, spi, bal, zos, jag, ram, mey, ebe, egg, nag, sti, klm, bah, giu

Ma visite à la Haye du 13 au 15 mai 1993

En vue de contribuer à la préparation de la visite des Chefs du DFAE et du DFEP à Bruxelles et à l'invitation de la Chambre de commerce suisse aux Pays-Bas qui fêtait son 60e anniversaire, j'ai effectué une visite de travail aux Pays-Bas du 13 au 15 mai 1993. J'ai rencontré Mme Y. Van Rooy, Secrétaire d'Etat au Ministère de l'économie, M. P. Dankert, Secrétaire d'Etat au Ministère des affaires étrangères, M. F.A. Engering, Directeur général au Ministère de l'économie ainsi que M. R.J. Samsom, Sous-Directeur général au Ministère de la santé publique. J'ai prononcé une conférence auprès de la Chambre de commerce suisse aux Pays-Bas et donné une conférence de presse. Enfin, un déjeuner de travail offert par M. Engering, m'a permis de m'entretenir avec M. Den Hartog, Vice-Président de KLM et M. Van Haeften, membre de la direction des PTT néerlandaises. Je remercie sincèrement l'Ambassadeur Fritschi et son équipe de leur soutien professionnel et amical.

Je connais mes collègues néerlandais de longue date, en partie depuis 1966 quand j'étais en poste à La Haye, d'autres en ayant passé avec eux "des nuits" au GATT, à l'OCDE ou à la CNUCED. De tels liens constituent un "capital" inestimable, surtout si l'on se



trouve dans une situation d'isolement. A quoi s'ajoutent la finesse et la classe des diplomates néerlandais. Si les Hollandais sont bons, ils sont très bons... A part cela, il y a beaucoup de similitudes entre Bâle et les Pays-Bas : le Rhin, de vieilles universités, un protestantisme tolérant et humaniste, l'understatement, l'industrie pharmaceutique, Erasme et j'en passe. La Haye est une capitale qu'on aurait tort de sous-estimer.

1 Européische Integration

Mit Blick auf den Besuch des Bundespräsidenten in Den Haag (CEMT) und die Dringlichkeit des Dossiers habe ich meine Gesprächspartner insbesondere im Verkehrssektor "bearbeitet", dies mit dem bekannten Argumentarium und unter Uebergabe zweier Memoranda. Angesichts des niederländischen Interesses an der NEAT ist die Haltung Den Haags relativ wohlwollend, wenngleich bewusst bleiben muss, dass die Chancen Amsterdams, zum Sitz der künftigen KLM/SR/SAS/AUA-Holding zu werden, grösser sind, wenn kein Luftverkehrsabkommen zustande kommt. So oder anders hat jedoch die vorgesehene engere Zusammenarbeit zwischen KLM und SR eine ähnliche Komplizität geschaffen wie seinerzeit mit Schweden anlässlich der Fusion ASEA/BBC. Dennoch wurde mir klar gesagt, dass Verhandlungen von einem Mandat abhängen, welches letzteres vom EG-Rat erteilt werden müsse. Schwierigkeiten, d.h. die Forderung von Gegenkonzessionen auf anderen Gebieten, seien vor allem von Madrid zu erwarten. Die Spanier möchten vorgängig den Gesamtrahmen der bilateralen Beziehungen abstecken. Statt eines Gesamtrahmens plädierte ich für ein "Bündel punktueller Lösungen" und meldete Vorbehalte in Bezug auf die institutionelle Lösung des nur interimistischen Luftverkehrsabkommens N/S-EG an. Das zu wählende Modell sei für uns das Versicherungsabkommen.

Cela dit, les autorités néerlandaises ont fait preuve de compréhension quant au refus de l'EEE par le peuple suisse le 6 décembre. Mes interlocuteurs m'ont confirmé l'intérêt que les autorités néerlandaises attachent à une clarification de la position suisse après le rejet de l'accord EEE. Je leur ai expliqué que, dans la méthodologie, non pas dans la finalité, toutes les options restaient ouvertes, en soulignant toute l'importance que la Suisse attache à l'aboutissement du Cycle de l'Uruguay. Outre les memoranda qui ont été remis par notre Ambassade le 11 mai dernier, j'ai relevé trois catégories de problèmes:

- les règles d'origine;
- les produits agricoles transformés;
- la recherche et le développement;

en soulignant l'intérêt mutuel dans le règlement de ces problèmes.

Les Néerlandais en ont également pris note avec une certaine bienveillance. Ils m'ont fait savoir que, de leur côté, ils étaient ouverts et disposés à entreprendre des négociations avec la Suisse, mais qu'ils ne savaient ni comment, ni quand, étant donné que la Suisse ne représentait pas une priorité pour la CE.

2 Le GATT

Les autorités néerlandaises partagent notre point de vue dans les grandes lignes, à savoir que le projet d'Acte final serait la base des négociations, tout en admettant que de légères modifications peuvent y être apportées. Elles ont souligné qu'il était important d'achever au plus vite le Cycle de l'Uruguay dont la conclusion devrait favoriser la relance de l'activité économique mondiale. Pour cela, elles soulèvent d'autres aspects à améliorer, notamment l'accès au marché et les services. Pour ce qui est de la CE, Sir Leon Brittan est convaincu qu'il faut maintenir le cadre du projet d'Acte final et qu'il serait contraire aux intérêts de la CE de renégocier la base de ce dossier. En ce qui concerne les Etats-Unis, il semblerait que selon les entretiens que Mme Van Rooy a eu la semaine dernière avec M. Kantor, qu'il existerait une divergence entre la volonté de terminer le Cycle avant la fin de l'année et le souci de ne pas trop précipiter sa conclusion étant donné qu'il ne satisfait pas de nombreux secteurs de l'économie. Le Président Clinton pour sa part mise sur l'économie extérieure, dans la mesure utile à ses projets pour stimuler l'économie interne, qui sont bloqués par le Sénat. Sir Leon et M. Kantor ont résolu le problème des marchés publics, ce qui représente un bon signal pour persévérer. Les autorités néerlandaises estiment que le Sommet de Tokyo devra donner un signal positif en matière d'accès au marché. Quant à la MTO, mes interlocuteurs estiment qu'il y a déjà trop d'organisations internationales et que le GATT pourrait très bien avancer en restant un simple accord. Pour les Néerlandais, il est important que le Directeur général du GATT soit européen. L'Irlandais P. Sutherland serait un bon représentant des petits pays et en même temps représenterait un "pont" entre l'Europe et les Etats-Unis. Quant au candidat officiel, la décision n'a pas encore été prise. L'ancien Ministre italien du Commerce extérieur, M. R. Ruggiero, est considéré comme trop véhément et pas assez en mesure d'aplanir les divergences. Pour le Centre international du commerce (CIC) les autorités néerlandaises ne souhaitent dans ces circonstances pas un candidat supplémentaire irlandais (Mc Carty), tout en soulignant que la nomination au CIC ne doit pas devenir une affaire politique.

3 OECD

Nachdem schon in früheren Sessionen des CESS die Schweiz und die Niederlande darin übereinstimmten, den OECD-Input in die Meinungsfindung der G7 zu intensivieren, wurden unsere Gesprächspartner diesmal deutlicher: Der Gipfel der G7 sollte in die OECD integriert werden, welche letztere ohnehin mehr "à géométrie variable" tagen sollte. Wichtig ist die nächste Ministertagung, weil alsdann die neue amerikanische Administration die Nützlichkeit der Organisation testen werde, dies vor allem mit Blick auf die Arbeitslosigkeit und die UR. Hinsichtlich der OECD-Erweiterung ist Den Haag noch unentschieden. Einerseits müsse die Bildung einer pazifischen "Konkurrenz-OECD" vermieden werden (d.h. Erweiterung der bestehenden OECD um Korea etc.), andererseits sei eine OECD mit 30 oder mehr Mitgliedstaaten, da inoperabel, zu vermeiden. Umgekehrt könne man nicht Mexiko und Korea aufnehmen, die Mitteleuropäer jedoch ausschliessen.

Der von mir vorgeschlagene "Ersatz" einer Stärkung der ECE/UNO wurde als erwägenswerte Idee zur Kenntnis genommen¹⁾.

4 CNUCED

Les autorités néerlandaises sont sceptiques quant à l'utilité et l'efficacité de la CNUCED. Selon elles, cette dernière n'a guère d'effet sur la politique nationale des pays pour lesquels elle a été conçue. Pour ma part, j'ai expliqué que je voyais un avantage dans cette institution, étant donné que tout le monde était membre sur pied d'égalité et qu'en outre, on pourrait l'envisager comme une sorte de OECDE Nord/Sud.

5 ONUDI

Les Pays-Bas ne sont plus disposés à faire des efforts particuliers pour l'ONUDI. Les entreprises néerlandaises n'y sont plus intéressées. Le problème de la crédibilité de cette institution se pose à leurs yeux à moins que l'on change essentiellement le management.

6 FAO

Les autorités néerlandaises ont un candidat, M. G. Braks, ancien Ministre de l'agriculture, pour le poste de Directeur général. Il pourrait être le candidat officiel des CE. J'en ai pris note.

7 Situation économique des Pays-Bas

L'économie néerlandaise est confrontée à des perspectives assez moroses. Le taux de chômage augmente (actuellement, les chômeurs sont de l'ordre de 343'000, soit environ 5% de la population active) et les autorités craignent une ultérieure progression. Les investissements sont en baisse. La croissance économique pourrait être inférieure à 0,8% en 1993. Sous l'effet de l'appréciation du florin, les exportations ont baissé et la marge de profit des entreprises diminue. Contrairement à la Suisse, ce sont surtout les multinationales néerlandaises qui subissent les conséquences de la récession, notamment Philips qui a enregistré des pertes de l'ordre de 900 millions de florins en 1992.

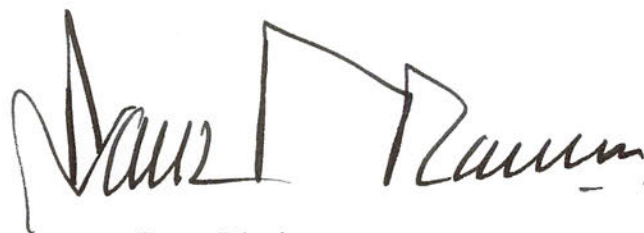
1) Eine schweizerische Kandidatur für den Posten des ECE-Exekutivsekretärs fand das niederländische Interesse.

8 Politique de la concurrence

Les autorités néerlandaises prévoient un passage progressif du système néerlandais de la politique de la concurrence, fondé sur le principe de l'abus à un système d'interdiction. L'objectif des autorités est d'aligner la réglementation néerlandaise sur celle de la CE. J'ai proposé une rencontre d'experts, étant donné que nous restructurons également notre politique de la concurrence.

9 Problème bilatéral

J'ai soulevé le problème du non-remboursement des nouveaux médicaments analogues aux médicaments existants. J'ai souligné à ce sujet que la recherche ne devait pas être freinée. Les néerlandais m'ont expliqué que cette mesure était temporaire (elle est prévue pour une année). Ils sont en train d'étudier une alternative, tout en faisant remarquer que la part des coûts de la santé devenaient toujours plus importante dans le budget. "No money, no market". Ils estiment d'autre part, qu'un bon médicament n'a pas besoin de faire une grande publicité, en général, cette dernière représente 35% du prix. De son côté, M. Engering, Ministère de l'économie, m'a fait savoir qu'il nous soutiendrait auprès de leur Ministère de la santé.



Franz Blankart